

Mexique

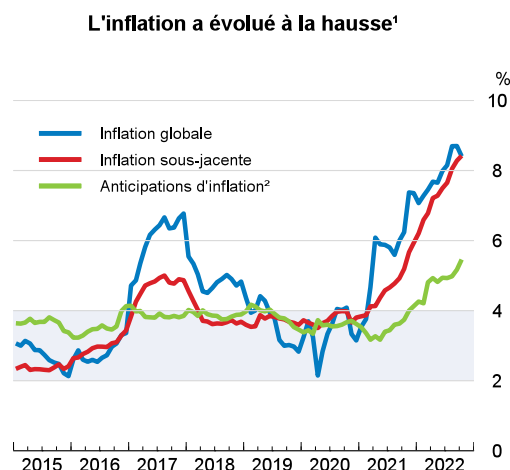
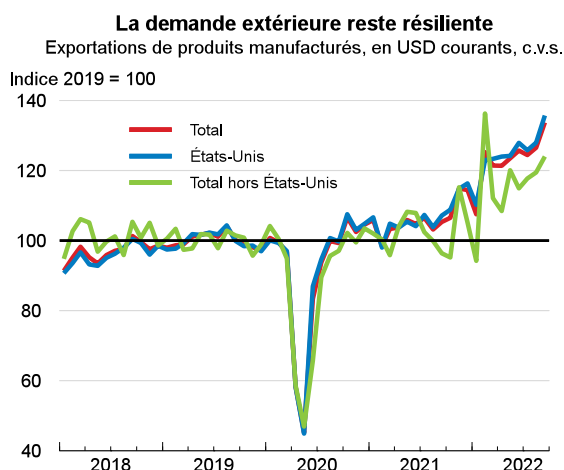
La croissance du PIB réel devrait ralentir et passer de 2.5 % cette année à 1.6 % en 2023, avant de remonter lentement à 2.1 % en 2024. La consommation sera soutenue par l'amélioration progressive de la situation du marché du travail, mais freinée par l'inflation élevée. Les exportations continueront de bénéficier de la forte intégration de l'économie mexicaine dans les chaînes de valeur mondiales, mais leur dynamisme sera atténué par le ralentissement de l'activité aux États-Unis. L'inflation refluera lentement pour s'établir à 5.7 % en 2023, puis à 3.3 % en 2024.

Les mesures prises face au renchérissement de l'énergie devraient être ciblées sur les ménages et les petites et moyennes entreprises (PME) les plus durement touchés et intégrer des incitations aux économies d'énergie. Il conviendrait de maintenir l'orientation restrictive de la politique monétaire pour ancrer les anticipations d'inflation. Des autorités de la concurrence et des organismes de régulation indépendants et financés de manière appropriée contribueraient à renforcer la concurrence et la productivité. Améliorer l'accès aux services d'accueil des jeunes enfants et leur qualité favoriserait l'activité féminine et réduirait les inégalités devant l'enseignement.

Les perspectives économiques se dégradent et les tensions inflationnistes restent fortes

Après une croissance vigoureuse au cours des trois premiers semestres de 2022, les indicateurs à haute fréquence laissent entrevoir un recul de l'activité dans certains secteurs. La production s'est contractée récemment dans le secteur minier et dans la construction, tandis que la production automobile reste résiliente, sur fond de relâchement des contraintes affectant l'offre. La demande extérieure a bien résisté, mais elle devrait fléchir sous l'effet du ralentissement de la croissance aux États-Unis. Les tensions inflationnistes restent fortes et généralisées. Le taux annuel d'inflation, tant globale que sous-jacente, s'établissait à 8.4 % en octobre. Les anticipations d'inflation à moyen terme ont augmenté.

Mexique



1. La zone ombrée représente la fourchette retenue comme objectif d'inflation par la banque centrale.

2. Anticipations d'inflation du secteur privé pour les 12 prochains mois.

Source : Banque du Mexique.

Mexique : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de MXN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2013)				
Mexique						
PIB aux prix du marché	24 445.7	-8.1	4.8	2.5	1.6	2.1
Consommation privée	15 866.4	-10.3	7.5	6.9	2.7	3.5
Consommation publique	2 785.2	-0.2	1.0	1.3	1.6	0.9
Formation brute de capital fixe	5 037.8	-17.7	9.5	6.5	3.1	2.8
Demande intérieure finale	23 689.4	-10.6	7.1	6.1	2.7	3.0
Variation des stocks ¹	818.6	-0.4	0.2	-0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	24 508.0	-11.1	7.5	6.0	2.7	3.0
Exportations de biens et services	9 490.1	-7.3	6.9	7.6	3.8	5.0
Importations de biens et services	9 552.4	-13.8	13.6	10.1	6.9	6.7
Exportations nettes ¹	- 62.3	2.4	-2.2	-0.9	-1.3	-0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.2	7.1	8.7	5.7	3.6
Indice des prix à la consommation	—	3.4	5.7	8.0	5.7	3.3
IPC sous-jacent ²	—	3.8	4.7	7.5	5.5	3.3
Taux de chômage ³ (% de la population active)	—	4.4	4.1	3.3	3.4	3.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.4	-0.4	-1.5	-1.6	-1.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice de prix à la consommation à l'exclusion des produits volatiles : agriculture, énergie et tarifications approuvées par les différents niveaux gouvernementaux.

3. Données établies sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/1htivo>

La politique budgétaire reste prudente et la politique monétaire devra conserver une orientation restrictive

Les autorités ont mis en place un mécanisme de stabilisation des prix de détail des combustibles pour réduire les tensions sur les coûts et soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Des estimations laissent à penser que ce mécanisme permet une réduction de l'inflation comprise entre 2 et 4 points de pourcentage. Le coût budgétaire connexe est estimé à 1.4 % du PIB en 2022. On pose comme hypothèse que ce mécanisme restera en place pendant la période considérée. L'augmentation des recettes pétrolières couvrirait le coût du mécanisme de stabilisation, mais une répercussion plus marquée des variations des prix mondiaux des combustibles sur les prix de détail intérieurs allègerait le coût budgétaire futur de ce mécanisme et inciterait davantage à réaliser des économies d'énergie. Cela permettrait de dégager des marges de manœuvre budgétaires pour renforcer les programmes sociaux et d'offrir un soutien plus ciblé aux ménages vulnérables. Le gouvernement a également adopté des mesures pour atténuer les tensions sur les prix des biens de base, qui ont notamment pris la forme d'une suppression temporaire des droits de douane sur les importations de ces produits, d'une coopération avec le secteur privé pour geler les prix de 24 produits essentiels (principalement alimentaires) pendant six mois, et d'initiatives destinées à accroître la production de céréales de base.

La politique budgétaire reste prudente et axée en priorité sur certains programmes sociaux, en particulier les pensions non contributives, et des projets d'infrastructures prioritaires dans le sud du pays. Le déficit budgétaire devrait se hisser de 3 % du PIB en 2022 à 3.6 % du PIB en 2023, et la mesure officielle de la dette publique devrait se stabiliser aux alentours de 50 % du PIB. Le Mexique a aussi commencé à reconstituer ses marges de manœuvre budgétaires, en renflouant progressivement le fonds de

stabilisation, qui dispose actuellement de ressources équivalentes à 0.1 % du PIB. Il s'agit là d'une mesure bienvenue pour améliorer la capacité de réaction du pays en cas de choc négatif.

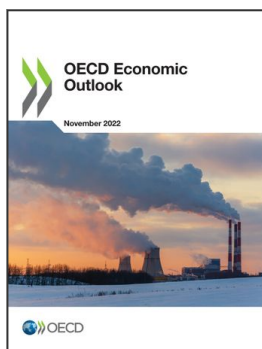
Pour remédier à la montée des tensions inflationnistes et ancrer les anticipations d'inflation, la banque centrale a progressivement relevé son taux directeur à 10 %. Dans la mesure où les tensions généralisées sur les prix devraient perdurer, de nouvelles hausses de taux d'intérêt seront de mise. On pose l'hypothèse que le taux directeur atteindra 10.75 % au premier trimestre de 2023, et qu'il se maintiendra à ce niveau jusqu'au début de 2024, où il commencera à diminuer peu à peu.

La croissance sera modérée à court terme

Le taux de croissance de l'économie mexicaine devrait s'établir à 1.6 % en 2023 et à 2.1 % en 2024, soit légèrement au-dessus de son niveau potentiel. La consommation intérieure sera un moteur essentiel de la croissance, et le redressement progressif des services liés au tourisme se poursuivra. Les exportations continueront de bénéficier de la profonde intégration du pays dans des chaînes de valeur manufacturières, en particulier dans les secteurs de l'électronique et de l'automobile, mais elles pâtiront du ralentissement de la croissance chez les principaux partenaires commerciaux du Mexique. L'inflation se modèrera en 2023 et 2024, l'impact de la hausse des taux d'intérêt se faisant sentir et l'ampleur du volant de capacités inutilisées limitant les tensions sur les salaires. Les perspectives d'inflation demeurent toutefois très incertaines. L'inflation pourrait rester durablement forte, érodant le pouvoir d'achat, en particulier celui des ménages vulnérables, et rendant nécessaire un resserrement plus marqué de la politique monétaire. Par ailleurs, des épisodes d'instabilité financière pourraient accentuer l'aversion pour le risque, réduire les entrées nettes de capitaux et alourdir les coûts de financement du Mexique. À l'inverse, une délocalisation de proximité plus rapide de certains processus de production vers le Mexique, destinée à faciliter l'accès au marché des États-Unis, pourrait accroître le dynamisme des exportations.

Renforcer la productivité est une priorité essentielle

Un élargissement de la base d'imposition contribuerait à financer les besoins de dépenses croissants dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures, à permettre de maintenir le cap de la viabilité de la dette, ainsi qu'à renforcer la productivité et la croissance. La réduction des coûts de régularisation des entreprises liés à la réglementation, en particulier au niveau infranational, et la poursuite de l'amélioration des mécanismes de règlement des conflits du travail favoriseraient un renforcement de l'emploi formel. Par ailleurs, consacrer davantage de ressources à l'enseignement primaire permettrait d'atténuer les effets négatifs de la pandémie sur les résultats scolaires. Enfin, promouvoir les transports publics urbains et interurbains, ainsi que les énergies renouvelables, permettrait au Mexique de réduire ses émissions et sa consommation de combustibles fossiles.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2 Confronting the Crisis

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Mexique », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2 : Confronting the Crisis*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/2798dae9-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.